



De la schizophrénie à la cohérence : du socialisme municipal à une démocratie économique locale

Le caractère secondaire du statut juridique des services publics. Le cercle vicieux de choix individuels contradictoires avec les convictions. L'exploration collective des alternatives. La métaphore des villes algériennes. Le foisonnement d'initiatives locales, fablabs, pôles de coopération territoriaux. Les normes et l'économie de la fonctionnalité . Les flux de matière et d'énergie. La gestion des personnes âgées. Des paniers bio à l'exploration de préférences collectives. Exemple des labels volontaires.

Parler du rôle des Collectivités territoriales dans l'économie, est-ce revenir au socialisme municipal ? A l'époque où dans une situation de crise effectivement, maintenant oubliée, les villes ont été amenées à se substituer à l'économie de marché, soit parce qu'elle était déficiente, soit par choix politique, pour développer des modes d'action dans l'économie, dans la production des services publics, dans les abattoirs ou si on remonte encore plus dans le temps sur les grands chantiers avec la mobilisation massive de main-d'œuvre comme on trouve encore dans beaucoup de pays pour réduire un chômage massif ? Non, la question n'est vraiment pas là. J'en veux pour preuve les réflexions sur le service public. Je crois qu'on sort dans ce domaine d'un âge de débats théologiques. Encore il y a une dizaine d'années, s'il s'agissait de l'eau, des transports, on voyait s'affronter les tenants de l'efficacité du marché et les tenants de l'efficacité de l'action publique, régie municipale contre service concédé. Ça occupait une place considérable dans le débat public avec, en général, une dramaturgie gauche droite dans ces domaines. On a pas mal travaillé au niveau européen ces dernières années sur les services d'intérêt général et on a essayé de comprendre ce qui déterminait leur qualité. Pour cela on a bénéficié de la richesse d'expérience de l'Europe : un continent où les idéologies, les conceptions, les stratégies des services publics sont extrêmement différentes les unes des autres. Il y a un vivier d'expériences dont il serait dommage de se passer. Et on s'est demandé à quoi tient la qualité de ce service. Pierre Bauby a conduit l'étude pour l'Europe dans le cadre de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis), le réseau mondial des villes qui produit périodiquement un sérieux rapport Gold sur les services publics. La conclusion est vraiment très intéressante. Au fond, le statut public ou privé est tout à fait secondaire. Ça, ça ne plaira pas beaucoup à ceux qui ont passé beaucoup de temps dans leur vie à ces débats théologiques, mais je tiens quand même à le dire. Par contre, il y a quelque chose de décisif, c'est la capacité à associer les usagers à la gestion du service.

Parler d'économie territoriale, ce n'est donc pas proposer de reconstruire de l'économie administrée au niveau local. Il s'agit bien de dire : où sont les degrés de liberté d'une ville en tant que communauté, que territoire, que système de relations, dans les choix économiques ? Pour le comprendre, il faut bien voir que ce qu'on a à résoudre en général, c'est la contradiction entre préférences collectives et choix individuels, du genre « la carte d'électeur à gauche et le porte-monnaie à droite ». On dit : oui, les mêmes qui tiennent un discours sur les transports en commun sont les premiers à prendre leur voiture. Oui, mais enfin quand vous n'avez pu trouver à vous loger qu'en périphérie lointaine, votre problème n'est plus tellement la cohérence avec votre conviction qu'il faut préserver la planète. C'est que si votre voiture tombe en panne, vous tombez en chômage. De la même manière, vous pouvez être tout à fait convaincu qu'il faut manger bio, c'est mon cas. C'est facile pour moi, je fais partie des classes moyennes supérieures. Pour quelqu'un qui est un peu à la limite de la survie familiale, c'est un vrai dilemme, si la bio sur les rayons des supermarchés est encore un produit de niche qui coûte le double du produit industriel ordinaire. Je suis de ceux qui prennent au sérieux ces contradictions, qui ne disent pas : oui, les gens disent une chose et font l'inverse. La majorité d'entre nous est confrontée à de vrais dilemmes. Là-dessus, il y a un formidable travail à faire de la part des Collectivités territoriales. On n'en est qu'au tout début. Je prends l'exemple des filières durables. Le cas de la banane, que j'ai déjà cité, est un cas très intéressant. C'est un cas simple : relativement peu de pays producteurs, 90 % de la distribution en supermarchés. On a su créer un débat multi-acteurs sur le partage de la valeur ajoutée. Ce genre de négociation s'étendra progressivement à d'autres filières.

En ce qui concerne l'économie de la fonctionnalité, le remplacement des biens par des services, l'exemple du vélo en libre-service, l'exemple des voitures en libre-service, l'exemple de l'auto-partage, c'est un premier mouvement extrêmement intéressant. Peu importe que Vélib' soit géré en régie ou par un sous-traitant : c'est une volonté publique combinant une transformation de l'infrastructure et la mise à disposition de moyens de remplacer l'achat par chacun d'un vélo individuel par une gestion collective. De même, je suis convaincu que nous sommes à l'orée, même s'il n'a pas été encore développé, de partenariats nouveaux entre les municipalités et la grande distribution pour réfléchir, avec les habitants, à la manière de concilier les aspirations individuelles nouvelles, qui vont vers la question de la survie de l'humanité et choix collectifs. Parce que s'il y a bien quelqu'un qui se pose la question du long terme, ce sont les mères de famille. Ce ne sont pas les responsables politiques, ce ne sont pas les responsables économiques, ce ne sont pas les responsables financiers, ce sont les mères de famille. Mais quels moyens ont elles aujourd'hui de prendre en charge leur vie au niveau économique, de peser collectivement sur les choix ? Et donc de construire des nouveaux types de partenariats. Peut être les Agences économiques territoriales, que j'appelle de mes vœux, peuvent-elles en offrir le cadre, en prenant en compte le poids économique d'une ville et travailler collectivement sur les comportements d'achat et d'épargne. Je pense très sincèrement que tant d'acteurs économiques et financiers, aujourd'hui, souffrent de schizophrénie, du sentiment qu'ils voudraient bien faire d'un certain côté mais qui se trouvent placés, exactement comme nos citoyens consommateurs, dans une situation où bien faire, ça risque d'être contradictoire avec les contraintes auxquelles ils sont confrontés. On est en mesure aujourd'hui d'inventer des formes d'alliances complètement nouvelles (citoyens, groupes de citoyens, monde associatif, grande distribution, petite distribution) au service desquelles mettre les Agences économiques territoriales, parce qu'il faut s'appuyer sur des analyses approfondies.

